

Georges HELLINGHAUSEN, Kleine Diözesengeschichte Luxemburgs, Münster: Aschendorff Verlag, 2020, 180 p., ISBN 978-3-402-24666-5.

En 2020 l'Église catholique au Luxembourg célèbre 150 ans d'existence comme diocèse autonome, élevé en 1988 au rang d'archidiocèse. Ces célébrations ne furent pas seulement troublées par la crise de Covid-19, mais tombèrent aussi cinq ans après la séparation radicale de l'Église et de l'État décidée par le gouvernement Bettel, le deuxième depuis la Deuxième Guerre mondiale sans participation du Parti chrétien social. C'est dans ce contexte qu'il convient de saluer la courte histoire du jeune diocèse écrite *sine ira et studio* par l'abbé Georges Hellinghausen, professeur d'histoire religieuse au Grand Séminaire et prévôt de la cathédrale.

L'auteur fait débiter cette histoire par le concordat napoléonien qui avait érigé un système de relations entre l'Église et l'État basé sur un intérêt réciproque : rémunération du clergé par l'État, instruction religieuse dans les écoles publiques, fabriques d'église pour la gestion du patrimoine paroissial, responsabilité communale pour l'entretien des édifices religieux. C'est ce système qui prit fin en 2015, renvoyant l'Église catholique (comme les autres cultes d'ailleurs) à leur indépendance et à leur responsabilité propre.

G. H. montre comment le vicaire apostolique Jean Théodore Laurent (1842-48), soutenu par le roi-grand-duc Guillaume II, a su faire passer la société luxembourgeoise par une socialisation catholique en nommant un clergé ultramontain et populaire, formé dans le séminaire nouvellement créé, qui imposa l'influence de l'Église à travers l'enseignement religieux et la ferveur mariale, offusquant du même coup les élites politiques largement libre-penseuses. L'auteur parle d'« intolérance réciproque » qui caractérisait le « fossé idéologique » jusque dans les premières décennies du 20^e siècle (p. 49). Une première joute eut lieu en 1848 quand la bourgeoisie accusa le vicaire apostolique d'avoir fomenté les troubles de l'ordre public en mars 1848, réussissant finalement à le faire révoquer par Rome, et que son successeur Nicolas Adames condamna la constitution libérale, copie conforme du modèle belge sauf en ce qui concernait la liberté religieuse : l'établissement de congrégations religieuses et l'ouverture d'écoles catholiques étaient au Luxembourg soumis à une autorisation préalable du gouvernement. Du coup la conclusion d'un concordat n'aboutit pas et c'est sans en informer le gouvernement que Pie IX érigea le diocèse de Luxembourg au rang d'un évêché en 1870, reconnu seulement en 1873. Le conflit fondamental entre Église et État – mais non pas entre communauté de foi et société – s'envenima à l'époque de l'évêque Koppes (1883-1918) qui, malgré son engagement social à la suite de Léon XIII, ne dénonçait pas seulement le libéralisme, mais aussi le socialisme et qui rompit toute collaboration avec l'État à cause de la loi scolaire de 1912 qui restreignit la présence des curés dans les écoles.

Entretemps le « pilier catholique » – expression que G. H. reprend de l'exemple de la Belgique – était né, composé d'une presse dirigée par le clergé, notamment du *Luxemburger Wort* créé en 1848, du Parti de la Droite fondé en 1914 (rebaptisé Parti chrétien social [PCS] en 1945), du syndicat LCGB fondé en 1922 et de nombreuses associations et fédérations de l'action catholique et apparentées « qui préparaient le terrain pour un fidèle électorat chrétien qui allait garantir le succès éclatant et persistant du parti » (p. 67). Avec l'arrivée au pouvoir du PCS en 1919 les tensions entre Église et État s'estompèrent rapidement. G. H. ne dissimule pas les dérives triomphalistes qu'engendrait ce succès, mais qui, par ricochet, faisaient le jeu de l'anticléricalisme, tout en obscurcissant le regard pour la sécularisation qui se profilait derrière la façade. Il attribue au déclin du catholicisme associatif la raison principale de cette sécularisation rampante et la perte d'influence de l'Église et de ses convictions sociopolitiques dans la société et en politique. Cette évolution qui selon l'auteur mena même à la déchristianisation du PCS et de la rédaction du *Luxemburger Wort*, ne put être arrêtée ni par les réformes prônées par le concile de Vatican II (1962-65) ni par le 4^e synode diocésain (1969-81).

Ces observations de l'auteur mériteraient à mon sens une analyse plus approfondie de leurs raisons. Pourquoi le nombre impressionnant d'associations de tous genres se réclamant du catholicisme, qui foisonnaient depuis 1850, déclina-t-il après la Deuxième Guerre mondiale ? Pourquoi le bloc catholique se fissurait-il dans les années 1970 ? Pourquoi surgirent les mouvements critiques à l'intérieur même de l'église qui n'acceptèrent plus les liens intimes entre hiérarchie catholique et parti conservateur ? Il faudrait questionner le terme de sécularisation que l'auteur emploie comme synonyme de déchristianisation de la société et se demander avec Jean Delumeau († 2020) si la société luxembourgeoise a jamais été chrétienne ou si sa pratique religieuse n'était pas plutôt un ritualisme liturgique sans vraie foi, comme G.H. le suggère d'ailleurs lui-même. Le catholicisme de l'ancienne société agraire transmis à la société industrielle et post-industrielle correspondait-il à une foi chrétienne assumée et vécue ?

Dans cette courte mais dense histoire du diocèse de Luxembourg un aspect m'a particulièrement frappé : c'est le rôle important joué depuis le 19^e siècle par les congrégations religieuses masculines comme féminines non seulement en matière de mission intérieure et coloniale, mais encore en matière scolaire, hospitalière et sociale au pays même. Durant des décennies elles compensaient les défaillances de l'État. Le recul du nombre des membres de ces congrégations au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle eut des conséquences d'autant plus graves. G. H. souligne que les mères supérieures des congrégations féminines étaient souvent issues de la bourgeoisie et investissaient aussi leur fortune dans la réussite de leur projet social ou pastoral. Mais il y a plus : une analyse prosopographique de ces leaders des congrégations surtout féminines montrerait sans doute que leur origine sociale était un facteur déterminant non seulement pour l'accumulation de capital de ces maisons religieuses, mais aussi pour leur gestion efficace, peut-être en collaboration avec des membres masculins de leur famille, à tel point qu'elles sont aujourd'hui bien plus fortunées que l'évêché. Il est vrai que l'histoire récente des ordres et congrégations n'attire pas des foules de chercheurs.

L'histoire diocésaine de G. H. n'envisage les développements institutionnels du diocèse que pour les cinquante dernières années : réforme liturgique, organes de participation, structures paroissiales, rôle accru des laïcs, ... de sorte que la création de l'évêché en 1870 passe presque inaperçue. Par contre l'auteur se perd parfois pour les dernières décennies dans de longues énumérations de noms dont le rôle historique à long terme reste à prouver. Abstraction faite d'une grave lacune, à savoir l'oubli des communautés immigrées pourtant largement catholiques, G. H. dessine plutôt une image nuancée de l'Église catholique comme reflet de la société dans laquelle elle vit. Du coup l'histoire de l'État luxembourgeois qu'aucun historien n'a encore voulu écrire, se miroite à bien des égards dans ce petit livre qui est d'un intérêt indéniable même pour qui ne se réclame pas d'une confession religieuse.

michel pauly